



C E T R I

ANALYSE 2018
Décembre

Centre tricontinental

IRAN : NÉOLIBÉRALISME, ORGANISATION DES TRAVAILLEURS ET MOBILISATION POPULAIRE

Tara Povey

Resté en marge des soulèvements de 2011, l'Iran a connu des mobilisations d'ampleur fin 2017, début 2018. Ce regain de conflictualité sociale s'explique notamment par l'essor de syndicats indépendants, qui renouent avec une riche tradition de contestation dans la société iranienne. Celle-ci est toutefois mise à mal par les luttes internes entre réformistes et conservateurs, ainsi que par la persistance d'un environnement international hostile.

Fin décembre 2017, une vague de manifestations populaires a secoué l'Iran. Dans leur nature et leurs revendications, ces manifestations étaient essentiellement d'ordre économique. Le mécontentement grandissant à l'égard des politiques économiques et sociales des administrations successives, la disparité croissante entre riches et pauvres et l'absence de réformes politiques ont engendré un climat d'opposition au gouvernement et, dans certains cas, à la nature même de l'État. En Iran, ces grèves et manifestations sont des phénomènes nouveaux et importants, dans la mesure où elles interviennent, depuis une décennie, dans un cadre de recrudescence des organisations de travailleurs dirigées par des syndicats indépendants qui ont rompu avec le populisme corporatiste de l'État.

Les syndicats indépendants et d'autres groupes et organisations de travailleurs ont contribué de manière significative aux mobilisations populaires dans d'autres contextes au Moyen-Orient (Dina, 2012). Ce fut notamment le cas en Égypte, où les manifestations de 2011 (qui ont entraîné la chute du régime de Moubarak) ont culminé lors de manifestations et de grèves des travailleurs menées par des syndicats indépendants. En Iran, le manque d'organisations de travailleurs indépendantes a été avancé comme l'une des raisons possibles pour lesquelles l'Iran n'a pas connu de grèves et de manifestations lors des soulèvements arabes de 2011.

Les précédents mouvements de grande ampleur, comme le Mouvement vert de 2009, ont été présentés comme des actions pro-démocratie de la classe moyenne, caractérisées par des revendications réformistes ou « révolutionnaires » (Bayat, 2013). À bien des égards, les manifestations du Mouvement vert étaient plus diversifiées sur le plan social et politique que ne l'ont laissé entendre les rapports (Povey, 2012). Toutefois, en dépit de leur portée économique et sociale, elles ne pouvaient compter sur la participation de groupes de travailleurs organisés. Les manifestations de 2017-2018 représentent donc un tournant dans la longue histoire des manifestations populaires en Iran.

Renouveau du syndicalisme autonome

Dans le pays, plusieurs syndicats indépendants sont actifs depuis plusieurs décennies et se mobilisent de plus en plus contre les chefs d'entreprise et les PDG, mais également contre les politiques économiques impopulaires du gouvernement. Entre autres, le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de la banlieue, le Syndicat des travailleurs de la Compagnie de canne à sucre, Haft Tapeh, créé en octobre 2008 et l'Alliance des retraités. Au cours des dernières années, les grèves et les manifestations de travailleurs se sont multipliées, avec une moyenne de trois grèves et

manifestations par jour dans le pays (IASWI, 2018).

Autre phénomène nouveau : ces événements ne se concentrent plus uniquement dans la capitale, Téhéran, mais se déroulent partout dans le pays. Cette situation peut être attribuée à la mobilisation croissante dans les régions et à l'explosion de la pauvreté et du chômage hors de la capitale. Les travailleurs y ont adressé diverses revendications aux propriétaires d'usines et de grandes installations industrielles. La Compagnie de canne à sucre Haft Tapeh, par exemple, a été le théâtre d'un conflit au cours duquel les travailleurs ont protesté contre le non-paiement des salaires et exigé la démission du PDG. Haft Tapeh est un complexe industriel qui emploie 5000 personnes dans la zone rurale de Shoush (province du Khouzestan méridional), où les taux de chômage et de pauvreté sont beaucoup plus élevés que la moyenne nationale.

En décembre 2017 et en janvier 2018, l'émergence de manifestations à travers le pays, d'abord dans les zones rurales et les petites agglomérations, est intervenue dans un contexte d'organisation et de mobilisation des travailleurs au niveau local. En janvier 2018, ces manifestations s'étaient rattachées au sentiment croissant de privation de droits économiques et politiques et s'étaient étendues à la capitale, ainsi qu'à une vingtaine des villes les plus peuplées d'Iran. Les slogans, à l'origine essentiellement économiques, ont également évolué en des critiques plus directes de l'État. Faisant écho aux slogans historiques du Mouvement vert de 2009, des manifestations étudiantes de 1999 et de la révolution de 1979, des formules de « mort au dictateur » ont pris pour cible le cœur de l'administration politique du pays.

Une longue histoire de conflits sociaux

Au cours de la dernière décennie, la hausse des disparités et du fossé entre riches et pauvres a miné la légitimité des élites politiques. En tant que pays producteur de pétrole, l'Iran est un pays en développement de classe moyenne relativement riche. C'est également un pays avec une longue histoire de conflits politiques entre groupes et mouvements. La révolution de 1979 reposait sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, et pour la liberté, l'indépendance et la démocratie. Depuis la destitution du Shah en février 1979 et la création de la République islamique, d'importants groupes sociaux luttent pour réaliser les revendications de la révolution, initialement cooptées par l'État durant la première décennie après la révolution, mais en grande partie abandonnées par la suite.

En tant que république révolutionnaire, la légitimité de la République islamique était liée à ses politiques de protection économique et sociale qui, dans les années 1980, ont sorti une génération d'Iraniens de la pauvreté. Ces politiques comprenaient des programmes d'éducation de masse (lesquels prévoyaient la création d'une école dans chaque petite ville et village), l'éducation gratuite jusqu'au niveau tertiaire, ainsi que la gratuité de certains soins médicaux et une protection sociale assurée par l'État (Povey, 2015). En outre, l'État révolutionnaire canalisait l'activisme révolutionnaire dans des *nehads*, des organisations de mobilisation consacrées à l'autonomisation des opprimés.

Durant les premières années, l'identité de l'État a donc conservé le discours révolutionnaire d'une République islamique défendant les opprimés contre l'opprimeur, alors même que l'État cherchait à fermer les canaux de dissidence, à centraliser le pouvoir et à cibler ses ennemis politiques. Cette combinaison de réformes économiques et sociales et de centralisation du pouvoir de l'État s'est accentuée pendant la guerre Iran-Irak (1980-1989), engendrant un État fort, caractérisé par une politique étrangère anti-impérialiste populaire et une politique intérieure répressive sous laquelle un ensemble de programmes d'aide sociale et d'organisations de mobilisation liaient la population à l'État (Povey, 2015).

Pendant cette période, plusieurs groupes importants ont résisté à la centralisation croissante du pouvoir de l'État ; les travailleurs sans emploi et les vendeurs de rue à Téhéran, par exemple, se sont opposés à l'empiètement de l'État sur des espaces auparavant autonomes (Bayat, 1997). Divers groupes et mouvements de femmes se sont également mobilisés contre les politiques gouvernementales à la fin des années 1980. Le premier mouvement de grande ampleur au cours de cette période est apparu en réaction au fait que seuls les hommes, considérés comme sources de revenus et chefs de famille, pouvaient toucher une pension de l'État.

Les femmes ont joué un rôle majeur dans la révolution de 1979, et leur participation, en particulier pour les religieuses, a été saluée par différents leaders comme l'ayatollah Khomeiny. Après la révolution, ces femmes religieuses se sont battues pour obtenir du nouvel État les droits qui leur étaient dus. Un

groupe d'entre elles, dont les maris étaient morts pendant la guerre avec l'Irak, avaient été mutilés ou traumatisés psychologiquement et n'étaient plus en mesure de travailler, s'est mobilisé pour obtenir une révision de la loi selon laquelle seuls les hommes pouvaient recevoir une pension de l'État.

Au cours des décennies suivantes, ce mouvement de femmes est parvenu à faire modifier plus de vingt lois, notamment ayant trait aux droits relatifs au divorce, à la garde des enfants, à la citoyenneté, au bien-être public, à la contraception, à l'accès à l'éducation, à l'emploi et à la rémunération du travail domestique. Dans de nombreux cas, des religieuses ont soutenu qu'il s'agissait de « droits islamiques » que l'État ne pouvait leur refuser. Dans les années 1990, ces groupes se sont intégrés à la « société civile » en plein essor de l'Iran, qui cherchait à réformer l'État dans le domaine socioculturel et à démocratiser le système politique. Cette tendance a abouti à une victoire électorale écrasante du président réformateur iranien Mohammed Khatami (1997-2005), représentant d'une interprétation élitiste de la politique réformiste.

Entre néolibéralisme et isolement international

Dès lors, l'Iran des années 1990 et 2000 est devenu très différent de la république révolutionnaire du début des années 1980. Actuellement, la population nationale est jeune et très instruite. 70% ont moins de 30 ans, avec un taux d'alphabétisation de 96%, particulièrement élevé par rapport à d'autres pays de la région, et atteignant jusqu'à 98% chez les 15-24 ans, des deux sexes (Aryan, 2012). L'enseignement supérieur est gratuit et généralisé et, conséquence du *Konkur* (le concours national d'entrée à l'université), les étudiants de tout le pays se retrouvent dans des espaces urbains cosmopolites où se multiplient les idées, « *les comportements de jeunes, les opinions et les perspectives socioculturelles et politiques innovantes* » (Honarbin-Holliday, 2012).

Cette période a également été le théâtre d'une profonde transformation de l'État. Les administrations successives après la fin de la guerre Iran-Irak ont peu à peu aboli les politiques d'aide sociale. La politique iranienne, tant de gauche que de droite, a adopté le néolibéralisme. Les privatisations qui ont enrichi des groupes liés à l'État, en particulier le Corps international des Gardiens de la révolution, ont été poursuivies avec véhémence par le gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) qui, en dépit de ses promesses d'« *apporter l'argent du pétrole sur les tables du peuple* », a supervisé la réécriture de la Constitution afin d'autoriser la vente de milliards de dollars d'actifs publics.

Toutefois, les administrations réformistes sont sans doute plus encore associées idéologiquement au néolibéralisme. L'administration Khatami et l'administration Rouhani actuelle ont pleinement adopté le néolibéralisme comme remède à une série de maux allant de « l'autoritarisme à la corruption et au népotisme » (Ehsani, 2009). L'isolement international et les sanctions prises suite au différend sur le programme nucléaire du pays ont également porté préjudice à la majorité de la population active, entravant l'accès à certains biens et services essentiels, comme la médecine, et engendrant une augmentation du coût des aliments.

En 2013, un groupe de femmes a qualifié les sanctions de « guerre silencieuse, mais prédatrice » contre les Iraniens ordinaires (Marjai & Shahabi, 2013). Bien que ces sanctions aient été levées après l'accord nucléaire de 2015, le pays reste l'objet d'autres sanctions adoptées prétendument pour répondre au soutien de l'Iran au terrorisme dans la région et à diverses violations des droits de l'homme. Depuis l'élection de l'administration Trump aux États-Unis, des sanctions ont été rétablies et de nouvelles restrictions ont été imposées aux Iraniens voyageant pour étudier ou travailler à l'étranger.

Conséquence des sanctions internationales et des politiques gouvernementales, les Iraniens vivent une situation d'attente, où toute une génération de jeunes citoyens instruits se retrouve sans emploi ou sous-employée, sans ressources pour quitter le domicile parental et établir une famille. Les chiffres officiels, que les analystes accusent de sous-estimer le niveau réel, estiment le taux de chômage national à 12%. Celui des jeunes s'élèverait à 28,30%, et celui des femmes compte parmi les élevés de la région (Bahramitash, 2013). Les taux de pauvreté, plus difficiles à quantifier, indiquent une paupérisation alarmante au cours des dernières décennies, en particulier dans les zones rurales. Ces dix dernières années, 10,4% de la population urbaine iranienne est considérée comme vivant sous le seuil de pauvreté absolue, contre 22,6% des ruraux.

Certaines sources contestent ces chiffres et affirment qu'au cours des dix dernières années, la pauvreté a augmenté jusqu'à atteindre près de 40% de la population (Bozorgmehr, 2013). La population active et la classe moyenne se sont également appauvries suite à une forte hausse des prix de l'immobilier

liée à la spéculation, autre conséquence de la réforme néolibérale. Les recherches de Kaveh Ehsani ont montré que les investissements du secteur privé dans les nouvelles constructions urbaines à Téhéran ont quadruplé en quatre ans (entre 1998 et 2002), alors que les investissements publics dans la construction de logements abordables ont été minimes au cours de la même période. Par conséquent, la taille moyenne des logements à Téhéran a diminué de moitié en raison de la spéculation immobilière (Ehsani, 2009).

Le fossé croissant entre riches et pauvres est un embarras permanent pour un système qui trouve sa légitimité dans un populisme révolutionnaire fondé sur un discours d'autonomisation des opprimés. Cet écart entre rhétorique et réalité a été récemment mis en évidence par la controverse entourant le compte Twitter « Rich Kids of Teheran », qui présentait des photographies de jeunes Téhéranais dans des manoirs avec piscines, exhibant des produits de luxe occidentaux, comme des voitures et des montres (Brimelow, 2018). La controverse était telle que le compte a finalement été fermé par le gouvernement, mais pas avant qu'un compte Twitter rival ne diffuse ces mêmes images mises en parallèle d'images illustrant la pauvreté croissante dans les grandes villes iraniennes, notamment d'enfants des rues, de mendiants et de sans-abris.

La droite populiste en embuscade

Les manifestations de 2017 et 2018 trouvent leur origine dans les actions entreprises par les groupes et les organisations de travailleurs dans tout le pays, mais elles ont également exploité un sentiment généralisé d'insatisfaction à l'égard du gouvernement. Les analyses externes, qui associent exclusivement les problèmes du pays à la nature religieuse de la République islamique, ne parviennent pas souvent à saisir l'importance des classes dans la mobilisation populaire de l'Iran contemporain.

L'effondrement des programmes d'aide sociale et les privatisations dont ont bénéficié les hauts placés dans l'État sont considérés comme une trahison de l'héritage révolutionnaire du pays. C'est particulièrement le cas parmi les couches de la société qui se sentent ignorées ou dépossédées de leurs droits par le réformisme. Bien que les politiques socioculturelles libérales des réformistes restent populaires au sein d'une jeune génération qui espère voir la fin de l'isolement de l'Iran de son vivant, un nombre croissant de personnes estiment que le réformisme n'a pas répondu aux enjeux socio-économiques ou aux promesses de réforme politique. Ces groupes sont la cible d'une campagne populiste de la droite iranienne qui, malgré ses positions similaires sur les questions économiques, affirme adhérer à l'héritage de justice sociale de la révolution.

Par exemple, lors de la dernière élection présidentielle de 2017, les deux candidats de droite ont fait campagne au nom des « 96% » de la population contre « les super-riches ». Le nouveau mouvement de manifestation de classe en Iran court ainsi le risque d'être détourné par une droite populiste visant à mettre à mal les réformistes au pouvoir. En attendant, les Iraniens espèrent un apaisement des tensions internationales, improbable sous l'ère Trump. L'« environnement hostile » créé par les sanctions et les menaces d'actions militaires contre l'Iran ne fait que compliquer la tâche des Iraniens en matière de mobilisation et d'élaboration d'une alternative progressiste au néolibéralisme sur la scène nationale.

Traduction de l'anglais : Nicolas Thommes

Bibliographie

Aryan K. (2012), « The Boom in Women's Education », dans Povey T. et Rostami Povey E. (éds), *Women, Power and Politics in 21st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

Bahramitash R. (2013), *Gender and Entrepreneurship in Iran: Microenterprise and the Informal Sector*, New York, Palgrave Macmillan.

Bayat A. (1997), *Street Politics: Poor People's Movements in Iran*, New York, Columbia University Press.

Bayat A. (2013), « Revolution in Bad Times », *New Left Review*, 80.

Bishara D. (2012), « The Power of Workers in Egypt's 2011 Uprising, Arab Spring », dans Korany B. et El Mahdi R. (dir.), *Egypt: Revolution and Beyond*, Le Caire, The American University in Cairo Press.

Bozorgmehr N. (2013), « Inflation and Weak Rial Push Iran's Middle Class Towards Poverty », *The*

Financial Times, 25 octobre.

Brimelow B. (2018), « The extravagant lives of the 'Rich Kids of Tehran' are fuelling Iran's Protests », *The Independent*, 7 janvier.

Ehsani K. (2009), « Survival through Dispossession: Privatization of Public Goods in the Islamic Republic », *Middle East Report Online*, 250.

Honarbin-Holliday M. (2012), « Autonomous Minds and Bodies in Theory and Practice: Women Constructing Cultural Identities and Becoming Visible through Art », dans Povey T. et Rostami Povey E. (dir.), *Women, Power and Politics in 21st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

IASWI (2018), « Iran: Political Suppression and Struggle for Freedom and Equality », www.workers-iran.org.

Marjai F. et Shahabi M. (2013), « 'Iranian Mothers for Peace' Alert the World on Sanctions and Shortage of Medicines », *Monthly Review Zine*, 1^{er} février.

Povey T. (2012), « The Iranian Women's Movement in its Regional and International Context », dans Povey T. et Rostami-Povey E. (dir.), *Women, Power and Politics in 21st Century Iran*, Farnham, Ashgate Publishing.

Povey T. (2015), *Social Movements in Egypt and Iran*, Londres, Palgrave Macmillan.

Tara Povey est professeure au département d'histoire de la Goldsmiths University of London, auteure notamment de *Social Movements in Egypt and Iran* (Palgrave Macmillan, 2015).

Cet article a été rédigé à l'initiative du CETRI pour sa publication *État des luttes : Moyen-Orient et Afrique du Nord* parue en décembre 2018.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

